

Le pétrole est-il toujours de « l'or noir » ?

Historiquement, les gisements de pétrole les plus vastes étaient contrôlés par une poignée de pays exportateurs : Arabie Saoudite, Venezuela ou Iran par exemple. En 1960, ils ont fondé l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) pour mettre en place des mécanismes de régulation des prix, et s'assurer de meilleurs revenus : en limitant les quantités de pétrole exportées, la marchandise devient plus rare et plus chère.

Le prix du baril a atteint un pic à 150\$ en 2008, notamment en raison d'une forte demande en Chine. Cette flambée des prix a permis à des producteurs hors de l'OPEP, comme les Etats-Unis, de rentabiliser de nouveaux investissements pour extraire du pétrole off-shore, avec des technologies plus coûteuses. Au milieu des années 2010, cela a propulsé les producteurs américains au premier rang mondial, aux côtés de l'Arabie Saoudite et de la Russie. Le marché du pétrole étant alors en surproduction, les mécanismes de régulation de l'OPEP n'ont plus fonctionné. Les prix ont donc chuté à partir de 2014, jusqu'à moins de 50\$ le baril. L'Arabie Saoudite espérait qu'avec cette forte baisse, les Etats-Unis ne seraient plus capables de rentabiliser leurs coûts de production, mais les américains ont résisté et le prix du baril est resté bas.

La demande de pétrole subit également des changements : les pays émergents qui suivaient un modèle industriel gourmand en pétrole, s'engagent de plus en plus dans des mesures environnementales. La Chine par exemple, investit beaucoup dans le développement des véhicules électriques, avec une volonté d'interdire les véhicules à essence d'ici 2030. En France, la loi de transition énergétique veut réduire de 30% la consommation d'énergies fossiles en 2030. Les USA, qui détiennent d'immenses réserves de gaz de schiste, pourraient bien réduire leur consommation de pétrole et investir dans le développement de véhicules au gaz.

Tous ces éléments indiquent que le prix du baril devrait stagner entre 50 et 60\$ pendant quelques années. Cela représente une économie considérable pour les pays importateurs comme la France, mais aussi un manque à gagner pour les pays exportateurs.

Dessine-moi l'éco

par



L'Arabie Saoudite a les moyens d'investir dans la transition énergétique, pour être moins dépendante du pétrole. Ce n'est pas le cas des pays qui espéraient émerger grâce à leurs gisements, comme le Venezuela ou l'Algérie. Pour eux, les conséquences économiques et géopolitiques sont lourdes et pourraient entraîner une instabilité et favoriser des flux migratoires.